



# Infos Palestine

Bulletin de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine  
n°19 – Mars/Avril 2008 – 2 €

## Existe-t-il une stratégie politique pour Gaza ?

Puissance occupante *de facto*, c'est un siège et un blocus total qu'impose Israël sur la bande de Gaza déclarée « *entité hostile* », suite à la prise de pouvoir du Hamas en juin 2007. Ce blocus n'est pas seulement la cause d'une crise humanitaire sans précédent. Il interrompt toute la vie économique, menace la population de disette, empêche les gens de se soigner et crée des risques d'épidémie. Il est aussi source d'un long trou noir à venir pour les Gazaouis tant leurs infrastructures et leur économie sont dévastées, sans perspective aucune de retrouver l'activité économique et les circuits commerciaux d'hier.

Les bombardements israéliens (1), en réponse aux attaques illégales de roquettes sur le territoire israélien par des groupes armés palestiniens, n'assurent ni à court terme ni à long terme la sécurité des Israéliens. L'escalade de la violence révèle l'absence de stratégie politique. Ne serait-il pas temps de penser au respect des principes élémentaires du droit international ?

Le blocus total imposé à Gaza, dans la mesure où il punit l'ensemble des habitants de Gaza pour des crimes qu'ils n'ont pas commis personnellement, constitue une « *punition collective* » proscrite par le droit international(2). Partie prenante d'une politique générale de coercition, les bombardements israéliens, concernant lesquels l'argument officiel « *des dommages collatéraux nécessaires* » est plus que jamais irrecevable, sont aussi illégaux au regard du droit international humanitaire, pour leur caractère indiscriminé entre civils et combattants. Il y a un siècle, les créateurs des premières règles en temps de guerre avaient érigé « *l'usage restreint et proportionné de la force* » en principe fondateur.

Force aussi est de constater que les tentations de laisser de côté la bande de Gaza pour concentrer ses efforts sur la Cisjordanie ne sont pas réalistes. A ceux qui pensaient pouvoir confier le soin d'1,5 millions de Gazaouis à l'Égypte, comme avant 1967, celle-ci n'a jamais caché son refus. L'intégration de Gaza dans les programmes de développement financés par la Conférence de Paris témoigne également de l'échec de cette option israélienne et internationale qui prévalait auparavant. Pour la réussite des programmes annoncés, il est nécessaire que se coordonnent le Hamas, le gouvernement de Mr Abbas et le gouvernement israélien pour sécuriser les points de passage de Gaza et rétablir la circulation des personnes et des biens, notamment humanitaires. Cela pose, de manière urgente, la question de la reconnaissance du Hamas comme acteur politique, afin de sortir Gaza de l'ornière. Combien de temps la France et les principaux bailleurs se résigneront-ils à jouer le rôle de banquier et à voir leurs projets bloqués aux passages vers la bande de Gaza (3) ?

Il en va du respect des règles élémentaires du droit international, de l'unité des Palestiniens, d'une avancée éventuelle du processus d'Annapolis avec la création d'un État palestinien et de la réussite de la Conférence de Paris pour rétablir des perspectives de développement : existerait-il, en définitive, une stratégie politique réaliste pour Gaza derrière l'ensemble des dispositifs mis en place cette année par la communauté internationale ?

1. Ceux-ci ont causé la mort de 56 Palestiniens pour le seul week-end du 1er mars

2. Article 33 de la IV Convention de Genève

3. « *La petite victoire que nous avons remportée à Gaza était le passage du ciment pour faire enfin cette station d'épuration qui est reportée depuis longtemps et dont Gaza et Israël ont besoin, sinon les risques d'épidémies sont grands.* », propos tenus par Mr Kouchner le 03 Mars 2008 sur France Inter.

### Sommaire :

- ◆ Mobilisation : Paix comme Palestine, 60 ans après la Paix par le droit
- ◆ Action des ONG : Palestinian Medical Relief Society
- ◆ Israël : La « nouvelle histoire » israélienne au Salon du Livre
- ◆ Brèves
- ◆ Agenda
- ◆ Pour en savoir plus



**Paix comme Palestine,  
60 ans après la Paix par le Droit**

## Campagne Paix comme Palestine, 60 ans après : la Paix par le droit



A l'occasion des 60 ans du conflit israélo-palestinien, 48 organisations solidaires du peuple palestinien, de nombreux citoyens et personnalités issues du monde culturel, intellectuel ou sportif lancent un appel aux autorités françaises pour la création, à côté de l'État d'Israël, d'un État palestinien selon les termes définis par les instances internationales, ONU et Cour internationale de justice. Le 17 mai, un événement national à Paris rassemblera un large public autour de plusieurs artistes, personnalités, historiens et responsables politiques français, israéliens et palestiniens, pour manifester une volonté commune de contribuer à l'établissement d'une paix juste au Proche-Orient et rappeler la nécessité d'une action politique déterminée.



### 29 mars - Dans plus de 50 villes, des élus ont planté un olivier pour la paix

Dans le cadre de la campagne, une journée nationale d'action a été organisée dans plusieurs villes en France le 29 mars, veille de la Journée de la Terre, autour de l'olivier, symbole de paix commun à tout l'espace méditerranéen et profondément ancré dans la culture palestinienne. Appelés à planter un olivier pour manifester leur soutien à la création d'un État palestinien, de nombreux élus locaux dans plus de 50 villes, dont Paris, Marseille, Lyon, Lille, Montpellier, Nantes, Angers, Besançon ou Caen, des maires et adjoints, conseillers généraux ou régionaux ont répondu en nombre à l'invitation des associations locales.



### 17 mai - Rassemblement public au Parc des Expositions de Paris - 16h-23h

Sous le titre « Paix comme Palestine : 60 ans après, la Paix par le droit », cette manifestation proposera pendant sept heures

- ♦ **Des concerts** avec la participation d'artistes français et internationaux
- ♦ **Un débat historique** animé par Dominique Vidal avec la participation de Elias Sanbar (Observateur permanent de la Palestine à l'UNESCO) et Avi Shlaïm (historien israélien).
- ♦ **Un débat sur les perspectives politiques actuelles en Palestine** et notamment le rôle de l'Union européenne. Ce débat sera animé par **Denis Sieffert**, avec la participation de **Leïla Shahid** (Déléguée générale de Palestine auprès de l'Union européenne), **Ziad Abu Amar** (ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'union nationale palestinien), une personnalité israélienne, **Véronique De Keyser**, (Députée européenne belge) et **Etienne Pinte** (député des Yvelines, vice-président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale).
- ♦ **Des interventions** avec la participation de **Hind Khoury** (Déléguée générale de Palestine en France) et **Abdallah Abu Rahma** (Comité populaire de Bil'in - Palestine). **Monique Chemillier-Gendreau** (Professeur de droit international) prendra aussi la parole ainsi que **Béatrice Patrie** (Députée européenne française et présidente du groupe Maghreb/Machrek du Parlement européen), **Bernard Ravenel** (Président de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et de l'Association France Palestine Solidarité), **Issa Saba** (Directeur de l'Institut Cana'an), **Raji Sourani** (Directeur du Palestinian Centre for Human Rights), **Michel Warschawski**, (Membre de l'Alternative Information Center) et **Francis Wurtz** (Député européen français).



**Ils nous soutiennent :** La campagne « Paix comme Palestine » a pour vocation de fédérer un large mouvement d'opinion en France, parmi celles et ceux attachés au droit, à la justice et à la sécurité, en soutien à notre initiative. C'est pourquoi un appel a été lancé à l'occasion de cette campagne.

Parmi les premiers signataires, nous comptons entre autres le soutien de **MM. Raymond Aubrac, Etienne Balibar, Miguel Angel Estrella, Monseigneur Gaillot, Stéphane Hessel, Albert Jacquard ou Edgar Morin**. Afin d'interpeller les parlementaires et élus locaux de toutes sensibilités, les organisations impliquées dans la campagne ont également adressé **aux élus** un appel rédigé par des parlementaires français. Cet appel insiste sur l'urgence de l'établissement d'un État palestinien sur la base du droit international. Cet appel est disponible sur le site de la campagne.

## | L'action des ONG

### Gaza : une clinique bombardée

Le 27 février dernier, un bombardement israélien a détruit dans la bande de Gaza la principale clinique de l'organisation *Palestinian Medical Relief Society (PMRS)*, ainsi que la pharmacie, les bureaux de l'organisation et une ambulance. *PMRS* opère dans la bande de Gaza et en Cisjordanie depuis 29 ans, elle est l'une des ONG de santé les plus importantes, créée pour remédier aux entraves à l'accès aux soins causées par l'occupation israélienne. Elle dirigeait avant l'attaque 4 cliniques permanentes et deux cliniques mobiles pour une population de 250 000 habitants.

L'organisation a déjà dû faire face à une forte dégradation des services de santé dans les territoires occupés, dans un contexte de crise de l'Autorité palestinienne suite à l'isolement financier et politique international et israélien. En 2006, 1,5 millions de personnes dans plus de 490 villes et villages des Territoires palestiniens ont néanmoins pu bénéficier de ses services, notamment à travers un programme de 26 centres de premiers soins et de 23 cliniques mobiles très actives dans les zones rurales et isolées.

« *La destruction de la clinique principale va terriblement affecter les activités du PMRS. Nous sommes victimes d'une punition collective infligée par Israël* » a affirmé son directeur dans la bande de Gaza, le Dr. Abdel Hadi Abou Khoussa. Dans un communiqué, l'organisation dénonce ce bombardement « *dans le centre d'une ville densément peuplée...qui nécessairement entraîne des pertes civiles* ». Face au blocus de la bande de Gaza, *PMRS* avait décidé d'augmenter son programme d'urgence. Elle avait appelé en décembre 2007 aux côtés de plusieurs dizaines d'organisations palestiniennes, israéliennes et internationales à la levée du siège : « *tous les secteurs de la vie sont touchés, toute la population est sous attaque* ». [www.pmrs.ps](http://www.pmrs.ps)



Ambulance du PMRS détruite par l'aviation israélienne  
(© PMRS)

## | Israël

### La « nouvelle histoire » israélienne au Salon du Livre de Paris



Réfugiés palestiniens en 1948  
(© UNRWA)

israélien, ces historiens soulignent en outre la supériorité effective des forces armées juives au moment de cette guerre sans compter l'importance du soutien diplomatique international et régional. Avi Shlaim développe la thèse selon laquelle la victoire de 1948 n'aurait pas été aussi importante sans l'accord de partage secret passé entre l'Agence juive et le roi Abdallah de Jordanie dès novembre 1947. Idith Zertal a pour sa part évoqué la façon dont est intégrée la Shoah dans l'histoire israélienne. Comme l'ont montré les participants, deux événements ont été primordiaux dans l'émergence de cette nouvelle génération d'historiens : l'ouverture des archives israéliennes et la naissance du mouvement de contestation né en Israël suite à l'invasion du Liban en 1982. Cette conjoncture a remis la question palestinienne au premier plan des débats de la société israélienne et permis l'ouverture de l'espace public nécessaire à l'expression de ce nouveau regard sur l'histoire israélienne.

## | Brèves

### ◆ 3 ans de lutte non violente contre le Mur :

Les habitants du village de Bil'in près de Ramallah célèbreront en juin 3 ans de lutte contre la construction du Mur, qui confisque 60% des terres du village au profit de la colonie israélienne de Modin Illit. Le village est devenu le symbole de la lutte non violente des Palestiniens contre le Mur. Chaque vendredi une manifestation réunit les habitants du village soutenus par un nombre toujours plus important d'Israéliens et d'Internationaux. En septembre 2007, la Cour suprême israélienne a ordonné au gouvernement de modifier le tracé du Mur suite à une plainte déposée par les habitants du village. [www.bilin-village.org](http://www.bilin-village.org)

### ◆ Gaza, la pire situation humanitaire depuis 1967 :

Selon un rapport publié par plusieurs ONG britanniques dont Oxfam International, Amnesty International, CARE ou Médecins du Monde UK, le blocus de la bande de Gaza « constitue une punition collective [...] illégale, inacceptable et qui échoue à garantir la sécurité des Palestiniens comme des Israéliens ». Le rapport indique que « le blocus a gravement accru les niveaux de pauvreté et provoqué la dégradation des services d'éducation et de santé ». 75 000 employés ont perdu leur travail sur les 110 000 salariés employés par le secteur privé. 80% de la population dépend actuellement de l'aide humanitaire contre 63% en 2006. [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

## Un jeune franco-palestinien emprisonné en Israël depuis 3 ans

Salah Hamouri est accusé par la justice militaire israélienne d'avoir été impliqué dans un complot visant à assassiner le rabbin Ovadia Yossef, guide spirituel du parti religieux Shass. Depuis le 13 mars 2005, il est toujours en attente de jugement, la Loi sur la Sécurité israélienne n'imposant aucune limite de durée de détention entre l'enquête et l'inculpation. Pour son avocate Léa Tsemel, « les enquêteurs n'ont trouvé aucune arme et aucun élément susceptible de prouver que les suspects étaient décidés à passer à l'acte ». La mère de Salah Hamouri s'est adressée aux autorités françaises leur demandant d'intervenir pour la libération de son fils.

## | Agenda

◆ 17 mai 2008 : **Rassemblement « Paix comme Palestine »** - de 16h à 23h au Parc des Expositions de la Porte de Versailles de Paris, organisé par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

◆ Troisième conférence internationale de Bil'in du 4 au 6 juin 2008, organisée par le Comité populaire de Bil'in et le collectif « Bil'in Friends of Justice and Freedom Society ».

## | Pour en savoir plus

◆ « Gaza, la pire situation humanitaire depuis 1967 : des ONG françaises et britanniques appellent leurs gouvernements et l'Union européenne à agir au plus vite » - **Oxfam France-Agir Ici, Amnesty International France, Médecins du Monde** - 06/03/08 - Voir aussi le rapport « The Gaza Strip, A Humanitarian Implosion » - [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

◆ « La mort du gel de la colonisation - 4 mois après Annapolis » - **Peace Now** - Mars 2008 - [www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)

◆ « La situation des droits de l'Homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés » - **Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967** - Janvier 2008 - [www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)

## PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubail - 75010 Paris - Tél : 33 1 40 36 41 46

E-mail : [pfpalest@club-internet.fr](mailto:pfpalest@club-internet.fr) - [www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un regroupement de 40 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens. Le bulletin de la Plateforme est réalisé grâce au soutien du Ministère des Affaires étrangères et du Secours Catholique-Caritas France.

### MEMBRES

AITEC, AFPS (Association France-Palestine solidarité), Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens), Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), CUCUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes), CIMADE, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient), Enfants du Monde-Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, Fédération Artisans du Monde, Génération Palestine, GREF (Groupement des retraités éducateurs sans frontières), Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix, MRAP, Palestine 33, Pax Christi, Secours Catholique-Caritas France, Terre des Hommes France, UJFP (Union juive française pour la Paix).

### MEMBRES OBSERVATEURS

ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), Afran Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association « P our Jérusalem », Collectif juéo-arabe et citoyen pour la paix - Strasbourg, Coordination Sud, CRID, Francas, GAIC (Groupe d'amitiés islamo-chrétienne), Handicap International, Médecins du Monde, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), RITIMO, SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Tiens voilà encore autre chose.

Directeur de publication : Bernard Ravenel

Comité de rédaction : Maxime Guimberteau, Bernard Ravenel, AFPS, CCFD, Cedetim, Cimade, Gref, LDH.